



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**SERVICE DÉPARTEMENTAL  
D'INCENDIE et de SECOURS  
de MEURTHE-&-MOSELLE**

**Essey-lès-Nancy, le 7 août 2025**

Affaire suivie par : LTN2 VIAL Gerald

☎ 03 83 16 46 27

[prevention@sdis54.fr](mailto:prevention@sdis54.fr)

**SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE**  
pour la sécurité contre les risques d'incendie  
et de panique dans les E.R.P. et les I.G.H

**EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL**

--°°--

Séance du 7 août 2025

**CENTRE HOSPITALIER**

6, rue Girardet

**54300 LUNEVILLE**

**Nature du Projet** : AT 054 329 25 0010  
Consultation de la Mairie de Lunéville

Le projet porte uniquement sur la restructuration de la pharmacie à usage intérieur (PUI), située au R+1 du bâtiment GALLE (cloître). Cet étage est à usage du personnel de l'hôpital uniquement (code du travail) non accessible au public.

- Considérant les réglementations applicables :
  - **Code de la construction et de l'habitation**. Articles R 143-1 à R 143-47
  - **Arrêté du 25 juin 1980 modifié** (dispositions générales)
  - **Arrêté du 10 décembre 2004 modifié** (dispositions particulières du type U)
  - **Arrêté Préfectoral DDSIS n° 17-2488 /2017 en date du 25 juillet 2017 modifié par arrêté DDSIS N° GPRI2018-1 du 28 décembre 2018** (Règlement de défense extérieure contre l'incendie du SDIS de Meurthe-Et-Moselle)
- Vu le classement de l'établissement en type «U» de 2<sup>ème</sup> catégorie pour un effectif de public de **778** personnes.

La Commission prend acte que le dossier comporte bien :

- les plans,
- les pièces écrites
- le formulaire AT n° 13824\*04

N°dossier SDIS : 621

## PRESCRIPTIONS

- 1°) Faire vérifier par un organisme agréé :
- la solidité, la stabilité des parties nouvelles
  - les dispositions relevant de l'Arrêté du 25 juin 1980 modifié et de l'Arrêté du 10 décembre 2004 modifié (dispositions particulières du type U) pour ce qui concerne la sécurité contre l'incendie (article GE 7).
- 2°) Ne pas effectuer, en présence du public, des travaux faisant courir un danger quelconque à ce dernier ou apportant une gêne à son évacuation (article GN 13).
- 3°) Solliciter expressément auprès du maire la visite de réception des travaux avant ouverture au public par la commission de sécurité compétente.  
**Article R 143-38 du code de la construction et de l'habitation**  
Cette demande doit être transmise au secrétariat de la commission par M. le maire, au moins un mois avant la date d'ouverture prévue, pour être recevable.
- 4°) Tenir à la disposition de la commission de sécurité chargée de la visite de réception 48h avant son passage :
- l'attestation du maître d'ouvrage précisant que la mission solidité a bien été exécutée
  - les conclusions du contrôle solidité délivrées par le contrôleur technique agréé au sens de la loi du 4 janvier 1978
  - le rapport de vérification réglementaire après travaux du vérificateur technique en charge du suivi du projet; les certificats de conformité des installations réalisées, accompagnés des procès-verbaux en réaction au feu des matériaux et éléments de construction utilisés devront être tenus à disposition (article GE 8 §1).
- Nota : en l'absence de ces documents, la commission ne pourra se prononcer.**
- 5°) Respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes prévues à l'article R 143-3 du code de la construction et de l'habitation.

## AVIS DE LA COMMISSION

- ☐ A la MAJORITÉ,  
☒ A l'UNANIMITÉ,

La commission émet un avis **FAVORABLE** au projet, dans le respect intégral des règlements et prescriptions susvisés.

Le Président de la commission,

  
Colonel hors classe Jean-Philippe GUEUGNEAU